

Département du l'Ain (01)

**Commune de Châtillon-sur-Chalaronne**

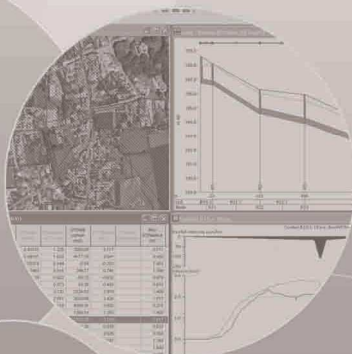


**Modification n°1**

---

**Mise à jour du zonage d'assainissement des eaux  
usées**

Dossier d'enquête publique





## Sommaire

---

### Rapport de présentation non technique .....7

---

#### I Synthèse des étapes aboutissant à la modification du zonage d'assainissement des eaux usées..... 9

#### II Justifications des modifications ..... 9

##### II.1 Mise en cohérence avec le Plan Local d'Urbanisme .....9

#### III Principales modifications du zonage d'assainissement des eaux usées.....10

### Présentation générale de la collectivité ..... 11

---

#### I Présentation de la commune .....13

##### I.1 Localisation géographique .....13

##### I.2 Contexte administratif .....13

##### I.3 Contexte socio-économique .....14

#### II Présentation du milieu physique .....18

##### II.1 Contexte climatique .....18

##### II.2 Topographie .....18

##### II.3 Contextes géologique, pédologique et hydrogéologique .....18

##### II.4 Occupation des sols.....19

##### II.5 Patrimoine naturel et paysager.....20

##### II.6 Contexte hydrographique .....20

### Zonage d'assainissement des eaux usées .....27

---

#### I Objectifs, enjeux et réglementation.....29

##### I.1 Objectifs .....29

##### I.2 Rappel réglementaire.....30

#### II Modalités de financement.....32

##### II.1 Préambule .....32

##### II.2 La redevance assainissement.....32

II.3 La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) .....	33
<b>III Etat des lieux de l'assainissement collectif .....</b>	<b>35</b>
III.1 Organisation et gestion .....	35
III.2 Systèmes de collecte .....	35
III.3 Systèmes de traitement .....	38
III.4 Programme d'actions .....	40
<b>IV Etat des lieux de l'assainissement non collectif .....</b>	<b>43</b>
IV.1 Organisation du service d'assainissement non collectif .....	43
IV.2 Analyse des données existantes.....	43
IV.3 Faisabilité de l'assainissement non collectif .....	43
<b>V Zonage d'assainissement des eaux usées .....</b>	<b>46</b>
V.1 Zones en assainissement collectif .....	46
V.2 Zones en assainissement non collectif .....	46
V.3 Cartographie.....	49
V.4 Orientations.....	49
<b>Annexes .....</b>	<b>51</b>

## Avant-propos

---

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne porte la compétence assainissement des eaux usées et eaux pluviales.

Conformément à l'article L2224-10 du CGCT, le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales doit être élaboré.

La commune de Châtillon, également compétente en matière d'urbanisme, a souhaité mettre en cohérence le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage du Plan Local d'Urbanisme, dont la modification a été approuvée le 12/09/2011.

La collectivité a ainsi missionné le bureau d'études Réalités Environnement pour la réalisation de cette étude, qui vise à définir les modalités d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales les plus adaptées sur les zones urbanisées et urbanisables de son territoire.

Ce rapport présente la modification n°1 du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Châtillon, approuvée le 12/09/2011 (Annexe 1) et le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales est en cours de réflexion.

EN ATTENTE : La révision n°1 du zonage d'assainissement des eaux usées n'est pas soumise à évaluation environnementale, conformément à la décision de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL), du 30/09/2013. La décision est présentée en Annexe 2.

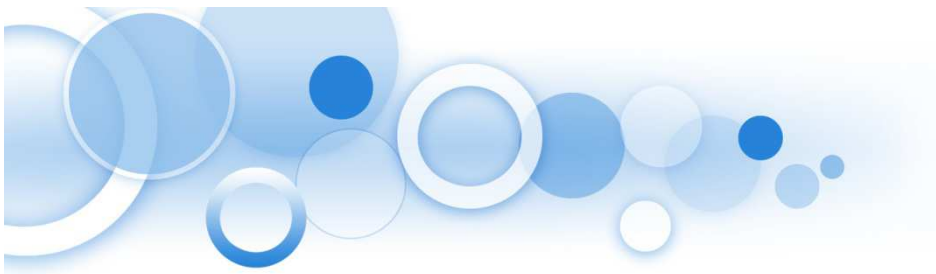
---

**Ce document constitue le dossier d'enquête publique de la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne.**

**L'enquête publique se déroulera du lundi 31 mars 2014 et au mardi 29 Avril 2014.**

---





# **Rapport de présentation non technique**

---





## I Synthèse des étapes aboutissant à la modification du zonage d'assainissement des eaux usées

---

Les étapes ayant permis à l'élaboration des projets de zonages sont les suivantes :

- 1994 : Réalisation du diagnostic des réseaux d'assainissement par le Cabinet Bernard Gonard;
- 2007 : Elaboration du Schéma Directeur d'Assainissement par le bureau d'études AGE ;
- 12/09/2011 : Approbation du Plan Local d'Urbanisme et Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne (*Annexe 1*) ;
- 2012 -2014 : Mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement, mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées et élaboration du projet zonage d'assainissement des eaux pluviales par le bureau d'études Réalités Environnement ;
- 30/09/2013 : Décision de la DREAL (étude au cas-par cas) : le zonage d'assainissement des eaux usées n'est pas soumis à évaluation environnementale (*Annexe 2*) ;
- 31/03/2014 : Ouverture de l'enquête publique pour la modification n°1 du zonage d'assainissement de Châtillon.

## II Justifications des modifications

---

Les objectifs principaux sont la mise en cohérence entre le zonage d'assainissement des eaux usées et le zonage du PLU.

### II.1 Mise en cohérence avec le Plan Local d'Urbanisme

La mise à jour du zonage d'assainissement permet également de mettre en cohérence le tracé avec celui du zonage du Plan Local d'Urbanisme.

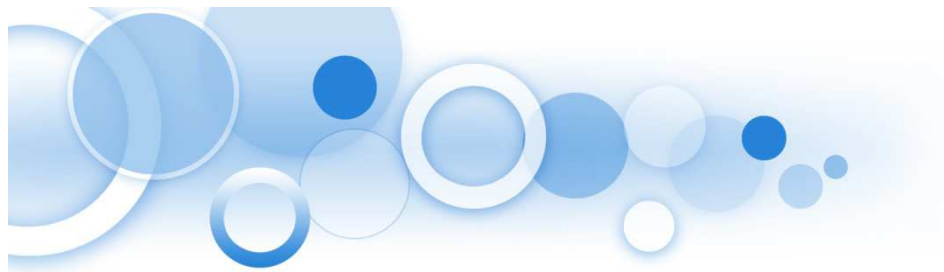
En effet, plusieurs secteurs étaient classés en assainissement collectif dans le zonage d'assainissement des eaux usées, alors que ce sont des zones non urbanisables.

La mise à jour du zonage d'assainissement permet d'être conforme avec le zonage du PLU.

III Principales modifications du zonage d’assainissement des eaux usées

Le zonage d’assainissement des eaux usées de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne est modifié pour les raisons suivantes :

Justifications	Localisation	Secteurs déclassés en zones d’assainissement non collectif	Secteurs classés zones d’assainissement collectif actuel (parcelles desservies actuellement)	Secteurs classés en zones d’assainissement collectif futur (parcelles non desservies actuellement)
Mise en cohérence avec le PLU	Grosjean	X		
	Ripasson	X		
	Etang Charbonnière	X	X	
	Bissieux	X		
	Cotton	X		
	Fleurieux	X		
	Le Colombier	X		
	Petit Maillard	X		X Zones AUXa
	Rue OD Johnson		X	
	Montplaisir	X		
	Au Fiageollet	X		
	Montplan	X	X	
	La Cote Buellard		X	
	Malatrait	X		



# **Présentation générale de la collectivité**

---



## I Présentation de la commune

---

### I.1 Localisation géographique

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne est située entre la Dombes et la Bresse, à une trentaine de kilomètres à l'Ouest de Bourg-en-Bresse. Les communes limitrophes sont :

- Relevant,
- Baneins,
- L'Abergement-Clémenciat,
- Neuville-les-Dames,
- Sulignat,
- Romans,
- Sandrans.

Le territoire communal couvre une superficie d'environ 18 km<sup>2</sup>.

Le secteur est desservi principalement par les routes départementales n°2, 7, 17, 82 et 936.

### I.2 Contexte administratif

La commune étudiée est membre de plusieurs établissements publics, quelques-uns sont présentés ci-après :

- La **Communauté de Communes Châtillon Centre**, constituée de 12 communes, porte les compétences suivantes :
  - L'assainissement non collectif ;
  - Les déchets ;
  - L'environnement ;
  - L'aménagement de l'espace ;
  - Les activités culturelles ;
  - Le tourisme, etc.
- Le **Syndicat des Rivières des Territoires de Chalaronne**, constituée de 35 communes, porte le Contrat de Rivière de la Chalaronne.
- Le **Syndicat du schéma directeur de la Dombes**, en charge du SCOT de la Dombes.

## I.3 Contexte socio-économique

### I.3.1 Démographie

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent l'évolution démographique de la commune depuis 1962. Cette analyse est basée sur les recensements officiels de l'INSEE.

Année	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2011
<b>Population</b>	2 608	2 678	3 241	3 518	3 786	4 137	4 568	4 904	5 133
<b>Taux d'évolution entre recensement</b>	2.7%	21.0%	8.5%	7.6%	9.3%	10.4%	7.4%	4.7%	
<b>Taux d'évolution annuel</b>	0.4%	2.8%	1.2%	0.9%	1.0%	1.4%	7.4%	1.1%	

La population communale est en constante augmentation depuis les années 1970. Le dernier recensement décomptait environ 5 100 habitants.

### I.3.2 Organisation de l'habitat

D'après le recensement de 2006, le parc résidentiel de Châtillon compte 2 234 logements, dont 2 042 résidences principales, soit plus de 90 % du parc immobilier.

Châtillon-sur-Chalaronne	
<b>Nombre d'habitants en 2006</b>	<b>4 568</b>
<b>Ensemble de logements dont :</b>	<b>2 234</b>
Résidences principales	2 042
soit en %	91 %
Résidences secondaires	48
Logements vacants	144
<b>Nb moyen d'occupants par logement</b>	<b>2,2</b>
<b>Population maximale supplémentaire</b>	<b>422</b>
<b>soit par rapport au nombre d'habitants à l'année en %</b>	<b>10 %</b>
<b>Population maximale totale (avec la population de 2011)</b>	<b>5 555</b>

Le nombre moyen d'occupants des résidences principales est de 2,2 habitants/logement.

### I.3.3 Urbanisme

#### ▪ Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Instauré par la loi SRU du 13 décembre 2000, il fixe les objectifs des diverses politiques publiques en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements. Le SCOT doit notamment contribuer à réduire la consommation d'espace et lutter contre la périurbanisation.

Le SCOT donne des orientations générales aux Plan Locaux d'Urbanisme.

Le SCOT de la Dombes, approuvé en juillet 2006, est porté par le Syndicat du schéma directeur de la Dombes. Il regroupe 29 communes et représente plus de 30 000 habitants.

Les 9 objectifs majeurs du SCOT sont les suivants :

- Structurer le territoire autour des 3 bourgs principaux ;
- Maitriser le développement démographique et résidentiel ;
- Répondre aux besoins en logement ;
- Maintenir l'activité commerciale ;
- Structurer l'offre touristique ;
- Garantir la vocation agricole ;
- Développer une offre d'équipements cohérente ;
- Développer une offre de déplacements durable ;
- Préserver le patrimoine naturel.

Le SCOT prévoit un taux de croissance de 1,8 %/an.

La population en 2020 a été estimée à 6 100 habitants. Le nombre de logements à construire est de 40 logements/an. La densité de construction est de 30 logements/ha.

#### ▪ Document communal

La commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme. Il a été approuvé en 2007, la dernière modification approuvée date du 20 mars 2012.

Le PLU est cohérent avec le SCOT puisqu'il devrait permettre la réalisation d'environ 420 logements sur les 10 prochaines années.

La répartition des surfaces urbanisables est synthétisée dans le tableau ci-dessous.

	Surface des zones en hectares
<b>Total zone d'habitat</b>	196,2
<b>Total zone de loisirs</b>	7,7
<b>Total zone d'activités</b>	76,8
<b>Total zone de développement à long terme</b>	24,5
<b>Total zone de développement à vocation d'habitat à court ou moyen terme</b>	12,8
<b>Total zone de développement à vocation d'activités à court ou moyen terme</b>	6,6
<b>Total zone de développement à vocation de loisirs à court ou moyen terme</b>	18,1
<b>Total zone agricole</b>	1 080
<b>Total zone de développement à vocation de loisirs à court ou moyen terme</b>	377,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 800,4</b>

Plus précisément, le potentiel d'urbanisation de la zone de Bissieux est de 3,3 ha, soit 99 logements, celui de la zone de Malatrait est de 9,5 ha, soit 285 logements.

#### I.3.4 Activités professionnelles et établissements d'accueil

La commune de Châtillon accueille de nombreuses activités professionnelles sur son territoire et notamment au droit des Zones Industrielles Nord et Sud.

La commune compte également de nombreux établissements d'accueil : collège, école, maison de retraite, etc.

#### I.3.5 Alimentation en eau potable

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne a délégué la compétence eau potable à la Lyonnaise des Eaux dans le cadre d'un contrat d'affermage.

D'après le fichier abonnés eau potable de 2011 :

- 2 487 abonnés eau potable ont été recensés, soit 5 471 habitants (INSEE : 2,2 habitants/logement),
- 2 392 abonnés sont assujettis à la redevance assainissement collectif, soit 5 394 habitants (2,2 habitants/logement).

Le tableau suivant présente les consommations annuelles en eau potable pour l'année 2011.



CHATILLON-SUR-CHALARONNE	
Nombre total d'abonnés (assujettis)	<b>2 392</b>
Volume annuel total (m <sup>3</sup> /an) (assujettis)	331 500
Nombre de gros consommateurs	17
Volume correspondant (m <sup>3</sup> /an)	128 576
Part de gros consommateurs en nombre (%)	< 1 %
Part de gros consommateurs en volume (%)	39 %
Consommation journalière par abonné hors gros consommateurs	230 l/abonné.j

## II Présentation du milieu physique

---

### II.1 Contexte climatique

Le département de l'Ain comporte une grande diversité topographique du Sud au Nord et d'Ouest en Est, ce qui engendre toute une palette de nuances climatiques selon des microrégions.

Située dans la partie Ouest du département, Châtillon est caractérisée par un climat de type continental à nuance humide.

Les étés sont bien ensoleillés, en revanche les hivers sont gris en raison des brouillards fréquents et persistants. Les précipitations maximales sont observées en août et en septembre.

La moyenne annuelle des précipitations se situe autour de 850 mm.

### II.2 Topographie

La zone d'étude est située entre la Bresse et la Dombes.

La topographie du territoire est faiblement marquée. Les altitudes varient entre 215 m et 274 m NGF. Le pont bas se situe au niveau de la Chalaronne et le point haut au niveau du hameau les Bouleaux, à l'Est du Bourg.

La zone d'études présente une topographie peu marquée avec des pentes faibles à moyennes.

### II.3 Contextes géologique, pédologique et hydrogéologique

#### ▪ Contexte géologique et pédologique

Le contexte géologique est principalement marqué par la présence de formations du Quaternaire.

Des colluvions et les alluvions actuelles et récentes se retrouvent en fond de vallée. Ces dépôts argileux affleurent en bordure de la Chalaronne et du Relevant.

Les limons décalcifiés de la Dombes et de la Bresse sont constitués de limons jaunâtres ou brunâtres, parfois légèrement sableux, parfois argileux, non calcaires. Leur épaisseur peut atteindre plusieurs mètres.

Les formations morainiques indifférenciées de la Dombes affleurent de part et d'autre des fonds de vallées, sous les limons. Ces formations hétérogènes constituées par des blocs de taille variable réunis au sein d'une matrice argilo-sablo-caillouteuse.

Plusieurs sondages et forages ont été réalisés sur le territoire et sont recensés sur le site du BRGM. Au droit du Bourg, les différentes formations rencontrées sont les suivantes (dans le sens de la profondeur) :

- Du limon,
- Du sable avec galets et graviers,
- Des argiles grises,
- Du sable,
- Des graviers et galets sableux,
- De la marne de Bresse.

Le bureau d'études AGE a réalisé plusieurs tests de perméabilité sur le territoire dans le cadre du zonage d'assainissement :

- Les Maladières : entre 2 et 11 mm/h,
- Les Mures : 0 à 2 mm/h,
- Grande et petite Bévière : 0 mm/h,
- Bramont : 4 à 9 mm/h,
- Montessuy 3 à 29 mm/h,
- Grobon : 2 mm/h,
- Putet : 0 mm/h,
- Champremont : 4 mm/h,
- Les Cotes : 26 mm/h,
- Les Cadolles : 10 à 237 mm/h.

#### ▪ Contexte hydrogéologique

L'eau distribuée provient de la nappe alluviale de la Dombes et plus précisément des captages de Clairdan, situés sur la commune de Romans, au Sud-est de la commune.

Les captages ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 8 avril 1992.

La commune n'est pas concernée par aucun des périmètres de protection de ces captages.

## II.4 Occupation des sols

Le territoire de Châtillon se divise en 4 types d'occupation de sol :

- Un grand plateau agricole au Nord de la commune (55 %) ;
- La partie sud marquée par des prairies (32 %) ;
- Une entité caractérisée par le centre bourg (11 %) ;
- Les zones industrielles dans le prolongement du Bourg (2 %).

Peu de forêts sont présentes sur le territoire Châtillonnais.

## II.5 Patrimoine naturel et paysager

La commune de Châtillon compte plusieurs sites d'intérêt remarquable :

- **Natura 2000**

- La Dombes.

Le réseau Natura 2000 comprend 2 types de zones réglementaires : les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Sites d'Importance Communautaire (SIC).

Dans le cadre d'un aménagement susceptible d'impacter de manière directe ou indirecte une zone Natura 2000, une étude d'impact au titre de la protection des espaces classés Natura 2000 doit être menée et présentée aux services de l'état. Une étude d'incidences sera réalisée en cas de rejet d'eaux pluviales dans ces zones.

- **Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I**

- Etangs de la Dombes.

- **Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II**

- Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière.

- **Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)**

- La Dombes.

L'existence d'une ZNIEFF ou d'une ZICO n'est pas en elle-même une protection réglementaire. Toutefois, sa présence est révélatrice d'un intérêt biologique particulier, et peut constituer un indice à prendre en compte par la justice lorsqu'elle doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des différentes dispositions sur la protection des milieux naturels.

## II.6 Contexte hydrographique

### II.6.1 Présentation du réseau hydrographique

Le territoire présente un réseau hydrographique développé. L'ensemble des cours d'eau appartiennent au bassin versant Rhône-Méditerranée. Les cours d'eau rencontrés sont :

- La Chalaronne, affluent rive gauche de la Saône,
- Le Relevant, affluent rive gauche de la Chalaronne,
- Bief de Vernisson, affluent rive droite de la Chalaronne,
- Bief de Payon, affluent rive gauche du bief du Vernisson.

La zone d'études est également traversée par des cours d'eau non permanents. Plusieurs étangs ponctuent le paysage.

## II.6.2 Outils de gestion

### II.6.2.1 La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE)

La Directive Cadre européenne sur l'Eau adoptée le 23 octobre 2000 a pour objectif d'atteindre d'ici 2015 le « bon état » écologique et chimique pour les eaux superficielles et le « bon état » quantitatif et chimique pour les eaux souterraines, tout en préservant les milieux aquatiques en très bon état. Les définitions des différents états demandés sont reportées ci-après.

Bon état chimique	Atteinte de valeurs seuils fixées par les normes de qualité environnementales européennes (substances prioritaires ou dangereuses).
Bon état écologique	<i>Seulement pour les eaux de surface</i> Bonne qualité biologique des cours d'eau (IBGN, IBD, IPR), soutenue directement par une bonne qualité hydromorphologique et physico-chimique. Faible écart avec un état de référence pas ou très peu influencé par l'activité humaine.
Bon état quantitatif	<i>Seulement pour les eaux souterraines</i> Equilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource.
Bon potentiel écologique	<i>Pour les masses d'eau artificialisées et fortement modifiées</i> Faible écart avec un milieu aquatique comparable appliquant les meilleures pratiques disponibles possibles, tout en ne mettant pas en cause les usages associés au cours d'eau.

### II.6.2.2 Le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée

#### ▪ Objectif de Bon état

Le SDAGE fixe les échéances d'atteinte des objectifs d'état écologique et des objectifs d'état chimique pour chaque cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée. Une échéance d'objectif de « bon état général » en découle (échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et celui chimique).

Certains cours d'eau ne pourront pas atteindre les objectifs fixés initialement par la DCE (objectif 2015). Le nouveau SDAGE prévoit ainsi des échéances plus lointaines ou des objectifs moins stricts pour certains cas. Ces cas sont néanmoins justifiés. Les motifs pouvant aboutir à un changement de délai ou d'objectifs sont :

- Cause « faisabilité technique » (réalisation des travaux, procédures administratives, origine de la pollution inconnue, manque de données) ;
- Cause « réponse du milieu » (temps nécessaire au renouvellement de l'eau) ;
- Cause « coûts disproportionnés » (impact important sur le prix de l'eau et sur l'activité économique par rapport aux bénéfices que l'on peut atteindre).

En ce qui concerne les milieux récepteurs communaux, les échéances sont les suivantes :

Masse d'eau	Bon état écologique	Bon état chimique	Bon état global	Motifs de modification des délais initiaux
La Chalaronne de sa source à la confluence avec le Relevant	2021	2015	<b>2021</b>	Faisabilité technique / Coûts disproportionnés
La Chalaronne de sa confluence avec le Relevant à la Saône	2021	2027	<b>2027</b>	Faisabilité technique / Coûts disproportionnés
Ruisseau le Relevant	2021	2015	<b>2021</b>	Faisabilité technique / Coûts disproportionnés
Bief du Vernisson	2021	2015	<b>2021</b>	Faisabilité technique / Coûts disproportionnés

### II.6.2.3 Contrat de rivières

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne est également concernée par le Contrat de milieux

Le contrat est porté par le Syndicat des Rivières des Territoires de la Chalaronne, créé par arrêté préfectoral du 15 janvier 2008.

Les enjeux du contrat sont les suivants :

- Qualité de l'eau (pollutions domestiques et pollutions diffuses) ;
- Gestion quantitative de la ressource (gestion des débits d'étiage, gestion des inondations, alimentation en eau des étangs de la Dombes) ;
- Dégradation physique et écologique des milieux aquatiques (ressource piscicole, entretien de la ripisylve).

L'amélioration de l'ouvrage de traitement du bourg, l'élimination des eaux claires parasites permanentes du réseau en bordure de la Chalaronne et l'extension du réseau d'assainissement au lieu-dit de Cotton constituent des objectifs du Contrat de rivières (Volet A : Qualité des eaux et assainissement).

### II.6.2.4 Zones vulnérables aux nitrates définies en 2007

La directive 91/676 du 13 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Directive "nitrates") fixe comme objectif la réduction de la pollution des eaux superficielles et souterraines. L'arrêté du 28 juin 2007 porte sur la délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhône Méditerranée.

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne n'est pas concernée par les zones vulnérables aux nitrates.

### II.6.2.5 Zones sensibles à l'eutrophisation

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation, c'est-à-dire à la prolifération d'algues.

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'interculture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

Située dans le bassin versant de la Saône en amont de Massieux en rive gauche, la commune de Châtillon-sur-Chalaronne est située en zone sensible à l'eutrophisation.

## II.6.3 Qualité des eaux

### II.6.3.1 SDAGE Loire Bretagne

Suite à l'entrée en vigueur du SDAGE en décembre 2009, deux arrêtés permettant de définir l'état écologique et l'état chimique des eaux de surface ont été signés en janvier 2010.

**L'arrêté du 12 janvier 2010** relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux, définit les types de masses d'eau selon une classification par régions des écosystèmes aquatiques : les hydroécorégions (HER), croisée avec une classification par tailles des cours d'eau (suivant l'ordination de Strahler).

Les hydroécorégions ont été établies par le CEMAGREF (IRSTEA). Elles constituent des entités homogènes suivant des critères combinant la géologie, le relief et le climat. Il existe deux niveaux d'hydroécorégions: HER de niveau 1 subdivisées en HER de niveau 2.

---

**La commune est située dans l'HER de niveau 1 « Plaine Saône » et l'HER de niveau 2 « Dombes ».**

---

**L'arrêté du 25 janvier 2010** relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface, permet de définir :

- L'état écologique des eaux de surface (classifié en cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais) déterminé par l'état de chacun des éléments de qualité biologique, physico-chimique et hydromorphologique.
- L'état chimique d'une masse d'eau de surface grâce aux normes de qualité environnementale.

Ces états dépendent en partie des hydroécorégions et de la taille des cours d'eau définis dans l'arrêté du 12 janvier 2010.

▪ Evaluation de l'état écologique

L'état écologique des eaux de surface est établi sur l'analyse :

- D'éléments biologiques : invertébrés (IBGN), diatomées (indice biologique diatomées), poissons (indice poisson rivière) ;
- D'éléments physico-chimiques généraux qui interviennent comme facteurs explicatifs des conditions biologiques : bilan de l'oxygène (DBO<sub>5</sub>, oxygène dissous), températures, nutriments (phosphore total, nitrates), acidification (pH), salinité (chlorures, sulfates) ;
- Des polluants spécifiques de l'état écologique : Chrome dissous, cuivre dissous, linuron (herbicide), etc. ;
- Des éléments hydromorphologiques (considérer l'outil SYRAH-CE, dans l'attente de la mise en place d'indicateurs et de valeurs seuils).

La masse d'eau la Chalaronne de sa source à la confluence avec le Relevant présente un état écologique moyen avec un niveau de confiance faible.

La masse d'eau la Chalaronne de sa confluence avec le Relevant à la Saône présente un état écologique moyen avec un niveau de confiance fort.

La masse d'eau le Relevant présente un état écologique moyen avec un niveau de confiance faible.

La masse d'eau le bief du Vernisson présente un état écologique moyen avec un niveau de confiance faible.

▪ Evaluation de l'état chimique

L'état chimique des eaux de surfaces est évalué sur la base des concentrations moyennes annuelles pour les polluants listés en Annexe 8 de l'arrêté du 25 février 2010 : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, mercure, plomb, diuron, etc.

La masse d'eau la Chalaronne de sa source à la confluence avec le Relevant présente un état chimique inconnu.

La masse d'eau la Chalaronne de sa confluence avec le Relevant à la Saône présente un état chimique mauvais avec un niveau de confiance élevé.

La masse d'eau le Relevant présente un état chimique inconnu.

La masse d'eau le bief du Vernisson présente un état chimique inconnu.



#### II.6.4 Caractéristiques hydrologiques des cours d'eau

La Chalaronne prend sa source près de Villars-les-Dombes. Elle conflue sur la commune de Thoissey avec la Saône après avoir parcouru 53 km.

La Chalaronne traverse la commune de Châtillon du Sud-est vers le Nord-ouest. Elle reçoit au droit de Châtillon les eaux du Relevant et les eaux du bief du Vernisson.

Le cours d'eau présente un régime pluvial. Les fluctuations saisonnières de débits sont marquées. Les plus hautes eaux ont lieu en hiver et au printemps, tandis que l'étiage se situe en période estivale (juillet et août).

La Chalaronne est équipée d'une station de mesures au niveau de Villars-les-Dombes et de Châtillon-sur-Chalaronne.

Les débits caractéristiques du cours d'eau au droit de Châtillon, sont présentés dans le tableau ci-après :

Caractéristiques	Banque Hydro
Superficie	175 km <sup>2</sup>
Débit moyen interannuel (module)	0,992 m <sup>3</sup> /s
Q <sub>MNA5</sub>	0,55 m <sup>3</sup> /s - (0.03 l/s.ha)
Débit de pointe quinquennal	23 m <sup>3</sup> /s - (1,3 l/s.ha)
Débit de pointe décennal	29 m <sup>3</sup> /s - (1,7 l/s.ha)
Débit de pointe cinquantenal	41 m <sup>3</sup> /s - (2,3 l/s.ha)

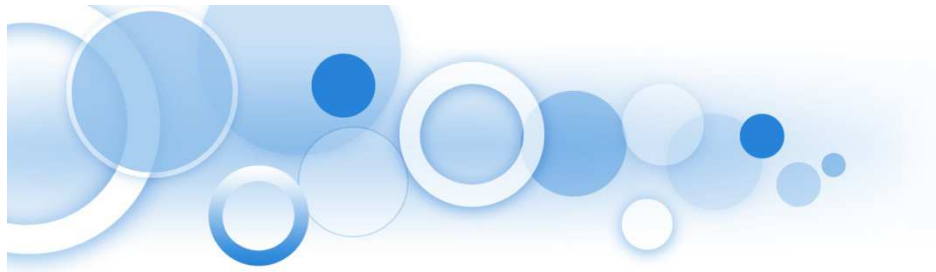
La Chalaronne n'est pas concernée par un Plan de Préventions des Risques Naturels Prévisibles d'Inondations.

Toutefois, une première étude réalisée par GEO+ a permis de vérifier le dimensionnement des ouvrages au droit de Châtillon.

Une seconde étude hydraulique, réalisée par BURGEAP à l'initiative du Syndicat Mixte des Territoires de la Chalaronne, a permis de définir les zones inondables de la Chalaronne. Une cartographie des crues a été établie en 2006. L'enveloppe des différentes crues modélisées est présentée sur la cartographie ci-après.

Une expertise post-crue a également été établie par Hydrétudes et Dynamique Hydro en 2009, suite aux crues de novembre 2008 et de février 2009. Cette étude avait pour but de comparer la cartographie des crues modélisées et la cartographie des crues réelles de 2009.





# **Zonage d'assainissement des eaux usées**

---



# I Objectifs, enjeux et réglementation

---

## I.1 Objectifs

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

### ▪ Objectifs techniques

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future.
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière.
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchis en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

### ▪ Objectifs de développement et d'orientations

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

### ▪ Objectifs réglementaires

- Respect du Code Général des Collectivités Territoriales, et de la loi sur l'eau, qui impose la réalisation du zonage d'assainissement.

## I.2 Rappel réglementaire

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

▪ **Article L2224-10**

*« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.*

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

▪ **Article L2224-8**

*I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.*

*L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.*

*III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.*

*Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

▪ **Article R2224-7**

*Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.*

▪ **Article R2224-8**

*L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.*

▪ **Article R2224-15**

*Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.*

*Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :*

- a) De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- b) De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- c) Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- d) Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

*Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.*

## **II Modalités de financement**

---

### **II.1 Préambule**

Le service d'assainissement doit comptablement s'équilibrer.

Les dépenses du service portent sur des investissements et des frais de fonctionnement.

Les investissements correspondent principalement aux travaux de réseaux, ouvrages particuliers et stations d'épuration comprenant les équipements qui les composent.

Les dépenses d'investissement peuvent être financées par différentes ressources :

- L'autofinancement,
- L'emprunt,
- Les aides des partenaires financiers (Agence de l'eau, conseil général),
- Eventuellement la concession.

Les coûts de fonctionnement correspondent aux dépenses d'exploitation technique (main d'œuvre, énergie, produits, pièces de réparation), aux dépenses administratives et de gestion (comptabilité, facturation, recouvrement, informatique, frais généraux), aux charges financières (fonds de roulement, annuités des emprunts, amortissements) et aux impôts et taxes

Ces dépenses peuvent être financées par les ressources suivantes :

- La redevance assainissement, qui contribue également au remboursement de l'emprunt,
- La participation pour le financement de l'assainissement collectif.

### **II.2 La redevance assainissement**

La redevance d'assainissement constitue la recette essentielle d'un budget annexe d'assainissement.

Elle est perçue suivant le mode d'exploitation par la commune ou le concessionnaire dans les conditions fixées par le Décret n° 2007-1339 du 11 septembre 2007 relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le code général des collectivités territoriales

Le produit des redevances doit être suffisant pour couvrir les charges annuelles :

- d'amortissement technique,
- d'entretien, d'exploitation et de gestion,
- de paiement des intérêts,
- de paiement de la redevance de pollution susceptible d'être demandée par l'Agence de l'Eau si la collectivité rejette des eaux polluées dans le milieu naturel.

La redevance d'assainissement est une redevance pour service rendu (Tribunal des Conflits, 12 janvier 1987) ayant pour but d'assurer le financement des charges d'investissement, de fonctionnement, de renouvellement des réseaux. En ce sens, elle est la contrepartie de l'avantage tiré du rejet des eaux usées sans traitement préalable (Cass. Com. 21 janvier 1997, n° 94-19580).



La redevance est assise sur le volume d'eau potable prélevé par l'usager.

Pour les industriels, commerçants, artisans et exploitants agricoles dont la consommation annuelle dépasse 6 000 m<sup>3</sup> par an, un tarif dégressif est admis.

Le taux de la redevance est fixé chaque année, à partir de la consommation et des charges annuelles.

## **II.3 La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)**

La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif remplace la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE) à compter du 1er juillet 2012 (Loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012).

Tout comme la PRE, la PFAC est facultative et son mode de calcul reste au choix des collectivités en charge du service public d'assainissement collectif.

La PFAC est de deux types :

- d'une part la PFAC qui s'applique aux immeubles d'habitation (art. L.1331-7 du CSP),
- d'autre part celle d'appliquant aux immeubles produisant des rejets d'eaux usées assimilées aux eaux usées domestiques, dite "PFAC assimilés domestiques" (art. L.1331-7-1 du CSP).

Le plafond de la PFAC demeure fixé à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'ANC mais il pourra désormais être diminué de la somme éventuellement versée par le propriétaire au service au titre des travaux de réalisation de la partie publique du branchement (art. L.1331-2 du Code de la santé publique).

Le but est d'éviter que le cumul de la participation aux travaux (art. L.1331-2 du Code de la santé publique) et de la PFAC (art. L.1331-7 du Code de la santé publique) soit d'un montant supérieur au plafond prévu (80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'ANC).

La PFAC est exigible à compter de la date du raccordement effectif au réseau public de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble et ce dès lors et seulement si ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Là où la PRE s'appliquait dès lors qu'une autorisation de construire ou d'aménager était délivrée (en dehors de tous travaux de raccordement supplémentaires), la PFAC ne sera exigible que dans la mesure où il existe un raccordement effectif au réseau.

Ainsi, tous (et seuls) les raccordements effectifs au réseau permettront de percevoir la PFAC.

Les redevables de celle-ci seront :

- non seulement les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public d'assainissement et les propriétaires des immeubles existants ayant réalisé des travaux induisant des eaux usées supplémentaires ;
- mais aussi les propriétaires d'immeubles existants avant la construction ou l'extension du réseau de collecte des eaux usées.

Concrètement, la PFAC pourra être réclamée aux propriétaires d'immeubles dont le raccordement effectif sera réalisé après le 1er juillet 2012 ; **sauf** cas où ces mêmes propriétaires devraient payer la PRE au titre de l'autorisation de construire correspondant à une demande déposée avant le 1er juillet 2012.

Ainsi, demeureront redevables de la PRE les propriétaires d'immeubles qui auront déposé une demande de permis de construire ou d'aménager avant le 1er juillet 2012. La date à prendre en compte pour connaître l'application de la PFAC ou de la PRE est donc la date

## III Etat des lieux de l'assainissement collectif

---

### III.1 Organisation et gestion

La compétence assainissement est portée par la commune de Châtillon-sur-Chalaronne, ainsi que la compétence eaux pluviales.

La commune dispose de deux systèmes d'assainissement collectif : celui du Bourg et celui de Grosjean.

Au droit du Bourg, le réseau de collecte est de type mixte. Le centre ville est principalement desservi par un réseau unitaire et les nouveaux quartiers sont équipés de réseaux de type séparatif.

14 déversoirs d'orage ont été repérés sur le système d'assainissement du Bourg.

L'unité de traitement a fait l'objet de travaux d'amélioration en 2011, portant sa capacité de traitement à environ 8 000 EH. Le milieu récepteur est la Chalaronne.

A noter que la station de Châtillon traite également les eaux usées de la commune de l'Abergement-Clemenciat. Une convention de déversement existe entre les deux communes. La commune de l'Abergement est autorisée à déverser les eaux usées générées par 600 EH, soit 36 kg de DBO5/j. La convention précise que « les eaux pluviales ne sont pas recevables ».

Au droit de Grosjean, le réseau semble à priori être de type séparatif. Ces réseaux desservent les hameaux de Grange Neuve et de Collet.

Aucun déversoir d'orage n'a été répertorié sur ce système d'assainissement.

La station d'épuration située au lieu-dit « Grosjean » a été construite en 2004, elle présente une capacité nominale de 150 EH. Le milieu récepteur est le Bief du Vernisson par le biais d'un fossé.

Un règlement du service d'assainissement collectif est en cours d'élaboration. Il règlera les relations entre tous les usagers propriétaires ou occupants, et le service, propriétaire du réseau et chargé du service public de l'assainissement collectif.

### III.2 Systèmes de collecte

#### III.2.1 Réseaux de collecte

La commune de Châtillon dispose de deux systèmes de collecte des eaux usées.

Le plan des réseaux est présenté en Annexe 3.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition des différents type de réseaux d'assainissement.

Système d'assainissement	TOTAL	Unitaire	Séparatif Eaux usées	Séparatif Eaux pluviales
Bourg	56 827 m	13 768 m	21 998 m	21 061 m
	dont 600 m de refoulement			
	100 %			
Grosjean	1 380 m	-	1 380 m	-
	100 %			

### III.2.2 Déversoirs d'orage

#### III.2.2.1 Règlements

La nomenclature annexée au décret d'application des articles L-214.1 et suivants du Code de l'environnement définit à la rubrique 2.1.2.0 la classification suivante : « les déversoirs d'orage destinés à collecter un flux polluant journalier :

- Supérieur à 600 kg de DBO5 sont soumis à une procédure d'autorisation ;
- Compris entre 12 et 600 kg de DBO5 sont soumis à une procédure de déclaration ».

L'arrêté ministériel du 22 juin 2007 précise également que : « les ouvrages destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec :

- Supérieure à 600 kg de DBO<sub>5</sub> nécessitent une mesure en continu du débit et une estimation de la charge polluante (MES et DCO) déversée par temps de pluie ;
- Comprise entre 120 et 600 kg de DBO<sub>5</sub> font l'objet d'une surveillance permettant d'estimer les périodes de déversement et les débits rejetés ».

#### III.2.2.2 Evaluation de la charge polluante par temps sec

La charge polluante de temps sec a été estimée au droit de chaque déversoir d'orage sur la base des fichiers abonnés eau potable et des cadastres.

Des classes de charge polluante de temps sec ont également été définies en fonction de la réglementation en vigueur :

- < 12 kg/j de DBO5,
- Entre 12 et 120 kg/j de DBO5,
- Entre 120 et 600 kg/j de DBO5,
- > 600 kg/j de DBO5.

Localisation	N° DO	Exutoire	Charge polluante estimée par temps sec	Loi sur l'Eau Autosurveillance
STEP – DO PR	1	Chalaronne	6 100 EH + ABBOTT (1 670 EH) + L'Abergement (600 EH) soit 8 470 EH 510 kg/j de DBO5	Entre 120 et 600 kg/j de DBO5 Déclaration Estimation Autosurveillance en place
A proximité de la zone commerciale	2	Chalaronne	630 EH + Collège (365 EH) + Lycée (75 EH) soit 1070 EH 64 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Pont de la rue Pierre JEME	3	Chalaronne	3 860 EH + La Montagne (310 EH) + Camping (100 EH) soit 4 270 EH 260 kg/j de DBO5	Entre 120 et 600 kg/j de DBO5 Déclaration Estimation Autosurveillance en place
Rue Pasteur (rive droite de la Chalaronne)	4	Chalaronne	760 EH soit 45 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Rue Pasteur (rive gauche de la Chalaronne)	5	Chalaronne	960 EH soit 58 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Rive droite de la Chalaronne - Place des Halles	6	Chalaronne	230 EH soit 14 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Boulevard de la Résistance	7	Relevant	215 EH + La Montagne (310 EH) soit 525 EH 31 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Stade	8	Chalaronne	5 850 EH 350 kg/j de DBO5	Entre 120 et 600 kg/j de DBO5 Déclaration Estimation Autosurveillance en place
Gymnase	9	Fossé puis Chalaronne	180 EH 6 kg/j de DBO5	< 12 kg/j de DBO5 Non soumis Aucune mesure
Le Colombier Moulin des Payes	10	Chalaronne	6 160 EH 370 kg/j de DBO5	Entre 120 et 600 kg/j de DBO5 Déclaration Estimation Autosurveillance en place
Amont pont de Pierre JEME (rive droite de la Chalaronne)	12	Chalaronne	800 EH soit 45 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Rue Pierre JEME	80	Relevant	570 EH + La Montagne (310 EH) soit 882 EH 53 kg/j DBO5	Entre 12 et 120 kg/j de DBO5 Déclaration Aucune mesure
Rue OD JOHNSON	78	Relevant	20 EH soit 1 kg/j de DBO5	< 12 kg/j de DBO5 Non soumis Aucune mesure
Avenue Jean Jaurès	567	Chalaronne	20 EH soit 1 kg/j de DBO5	< 12 kg/j de DBO5 Non soumis Aucune mesure
Amont Solvay Privé, supprimé ?	11	Bassin d'orage	8 abonnés consommant 380 m³/an (7 EH) soit 0,5 kg/j de DBO5	< 12 kg/j de DBO5 Non soumis Aucune mesure

Cette analyse montre que :

- 4 déversoirs d'orage collectent une charge comprise entre 120 et 600 kg/j de DBO5, les 4 déversoirs d'orage font déjà l'objet d'une autosurveillance ;
- 7 déversoirs d'orage collectent une charge comprise entre 12 et 120 kg/j de DBO5 ;
- 3 déversoir d'orage collecte une charge < 12 kg/j de DBO5.

Au total :

- 11 déversoirs doivent faire l'objet d'une procédure de déclaration.

Le dossier de régularisation du système d'assainissement (station + DO) a été déposé auprès des services de l'Etat le 27 janvier 2010.

Le récépissé de déclaration a été obtenu le 8 février 2010.

### III.2.3 Poste de refoulement/relevage

Le système d'assainissement du Bourg de Châtillon est équipé de 5 postes de refoulement, plus 1 en entrée de station d'épuration. A ce jour, seuls les postes de l'impasse des Jardins et de la station d'épuration ont été visités.

Les stations de pompages visitées sont recensées dans le tableau ci-après. La commune a mis en place un relevé hebdomadaire des compteurs des postes depuis 2010.

Nom	Système d'assainissement	Nombre d'EH raccordés (RPQS 2010)	Débit des pompes
Bel Air	Bourg	40 EH	36 m <sup>3</sup> /h
Ruelles des Jardins	Bourg	15 EH	36 m <sup>3</sup> /h
Ecoles	Bourg	72 EH	30 m <sup>3</sup> /h
Thiboloup	Bourg	20 EH	-
Centre technique	Bourg	3 EH	-

## III.3 Systèmes de traitement

### III.3.1 Préambule

La commune présente deux systèmes de traitement :

Ouvrages de traitement	Dimensionnement	Type de traitement	Date de mise en service	Milieu récepteur
<b>Bourg</b>	5 533 EH 332 kg de DBO5/j 3 000 m <sup>3</sup> /j (Le module à masque est dimensionné pour 2 400 m <sup>3</sup> /j)	Boues activées à aération prolongée	1982 Redimensionnement de la filière boues (8 000 EH) à et déphosphatation (2010)	Chalaronne
<b>Grosjean</b>	150 EH 9 kg de DBO5/j 22 m <sup>3</sup> /j	Lagunage naturel	2004	Bief du Vernisson

### III.3.2 Présentation du système de traitement du Bourg

L'unité de traitement du Bourg a été mise en place en 1982. Elle traite les eaux d'une partie de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne et de l'Abergement-Clémenciat.

Le traitement est assuré par une boue activée à aération prolongée. Il est dimensionné pour 5 533 EH, soit 332 kg/j de DBO5 et 3 000 m<sup>3</sup>/j.

En 2010, la station a fait l'objet d'une réhabilitation. La filière boues a été redimensionnée (8 000 EH) et la déphosphatation chimique par chlorure ferrique a été mise en place.

Cet ouvrage semble aujourd'hui être sollicité à pleine capacité, en atteste les surcharges régulières observées en entrée de station et les déversements de temps sec mesurés au droit du trop-plein du PR d'entrée de station.

Le programme d'actions proposé dans le cadre de la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement préconise une requalification de la station.

En effet, compte-tenu des informations disponibles (horizon 30 ans) :

- Par temps sec : l'unité de traitement devra traiter 6 800 EH en charge polluante et un débit de 2 200 m<sup>3</sup>/j ;
- Par temps de pluie : l'unité de traitement devra traiter : 800 kg DBO5/j, soit environ 13 300 EH, afin de permettre le traitement des eaux générées par une pluie mensuelle, et un débit de 4 000 m<sup>3</sup>/j.

Il est donc envisagé :

- En priorité 1 : Dimensionnement à 8 000 EH ;
- En priorité 3 : Dimensionnement à 13 300 EH ;

### III.3.3 Présentation du système de traitement de Grosjean

L'unité de traitement de Grosjean a été mise en place en 2004. Elle traite les eaux des hameaux de Grange neuve, Collet et Gros Jean.

Le traitement est assuré par un lagunage naturel, constitué de deux bassins. Il est dimensionné pour 150 EH, soit 9 kg/j de DBO5 et 22 m<sup>3</sup>/j.

Sur la base du fichier abonnés eau potable, le nombre d'équivalent-habitant raccordé au lagunage de Grosjean est estimé à environ 40 abonnés, soit 90 EH.

En l'absence de données sur le débit en entrée de station, il est difficile de conclure sur la capacité résiduelle du lagunage.

A noter que d'après le PLU, le hameau est classé en zone UBh, il est donc amené à se densifier.

### III.4 Programme d'actions

#### III.4.1 Préambule

Le programme d'actions proposé vise à réduire la pression sur le milieu récepteur, à savoir la Chalaronne.

Il est orienté et hiérarchisé de manière à réduire le volume déversé et/ou la fréquence de déclenchement des déversoirs d'orage.

Outre la réduction des déversements, il est proposé de requalifier l'unité de traitement afin d'une part, permettre le traitement des effluents de temps sec en adéquation avec le développement de la commune et d'autre part, permettre le traitement de la fraction de temps de pluie avant rejet au milieu naturel.

Une présentation sommaire du programme d'actions est développée ci-après. La hiérarchisation des travaux sera finalisée suite à l'étude de faisabilité de requalification de la station d'épuration.

#### III.4.2 Réduction des rejets d'effluents bruts par temps de pluie

Afin de réduire les rejets d'effluents bruts par temps de pluie, les actions proposées sont les suivantes :

- Route de Romans : Déconnexion du réseau pluvial connecté au réseau unitaire à l'heure actuelle. Il est préconisé de raccorder le réseau pluvial de la route de Romans sur le réseau pluvial de l'Avenue Dubanchet.
- Avenue François Mitterrand / Avenue Charles de Gaulle : Mise en séparatif. Réutilisation du collecteur unitaire en pluvial et création d'un nouveau réseau d'eaux usées.
- Rue Gambetta : deux scénarios étudiés : Remplacer le collecteur unitaire ou Mise en séparatif de la rue (si les réseaux de la rue Pasteur sont également mis en séparatif).
- Stade Municipal : Mise en œuvre d'un bassin d'orage.
- Rue Barrit : Mise en séparatif.
- Route du relevant : Mise en séparatif et suppression du déversoir d'orage.
- La Caronnière / Avenue Jean Jaurès : Contrôle des branchements afin de localiser les mauvais branchements (gouttières dans le réseau d'eaux usées par exemple).
- Déversoirs d'orage : Modification et suppression d'ouvrages

#### III.4.3 Réduction des eaux claires parasites permanentes

Afin de réduire les apports d'eaux claires parasites permanentes, les actions proposées sont les suivantes :

- Réhabilitation des regards de visite.
- Réhabilitation des collecteurs.



- Contrôles de branchements en période de nappe haute afin de vérifier si des systèmes de drainage des terrains ne sont pas connectés aux réseaux.

#### III.4.4 Suppression des rejets d'eaux usées directs

Afin de supprimer les rejets d'eaux usées directs, des contrôles de branchements sont préconisés sur plusieurs secteurs.

#### III.4.5 Extension du système de collecte

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne souhaite urbaniser plusieurs secteurs actuellement non desservis par des réseaux d'assainissement :

- Maltrait : 100 m de réseaux d'eaux usées pris en charge par la commune et l'aménagement sur parcelle pris en charge par l'aménageur ;
- Bissieux : aménagement sur parcelle pris en charge par l'aménageur ;
- Ripasson : aménagement sur parcelle pris en charge par la commune.

#### III.4.6 Amélioration du traitement

Le système d'assainissement du bourg de Châtillon-sur-Chalaronne est doté d'une unité de traitement d'une capacité de 324 kg DBO5/j d'un point de vue de la charge organique et de 2 400 m<sup>3</sup>/j d'un point de vue de la charge hydraulique.

Cet ouvrage semble aujourd'hui être sollicité à pleine capacité, en atteste les surcharges régulières observées en entrée de station et les déversements de temps sec mesurés au droit du trop-plein du PR d'entrée de station.

Au regard des charges :

- Par temps sec : l'unité de traitement devra traiter 6 800 EH en charge polluante et un débit de 2 200 m<sup>3</sup>/j ;
- Par temps de pluie : l'unité de traitement devra traiter : 800 kg DBO5/j, soit environ 13 300 EH, afin de permettre le traitement des eaux générées par une pluie mensuelle, et un débit de 4 000 m<sup>3</sup>/j.

Cette requalification est projetée pour une évolution de l'urbanisation à échéance 30 ans et pour un traitement de la pluie mensuelle (en admettant que l'ensemble des aménagements proposée dans le cadre du programme de travaux soit mis en œuvre).

Il est proposé un phasage des travaux de requalification de la STEP. En effet, compte-tenu que l'évolution urbanistique est prévue sur 30 ans et que le bassin d'orage est planifié en priorité 2, il ne semble pas nécessaire de dimensionner directement l'ouvrage de traitement pour la capacité proposée.

Il est envisagé :

- En priorité 1 : Dimensionnement à 8 000 EH ;
- En priorité 3 : Dimensionnement à 13 300 EH ;

Un dimensionnement à 8 000 EH en priorité permettra d'assurer un traitement complet des effluent de temps sec.

Préalablement au lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre et au regard de l'approche relativement sommaire menée dans le cadre de la présente étude, il est vivement conseillé à la commune d'engager une étude de faisabilité portant sur la requalification de l'unité de traitement. Cette étude permettra de :

- Préciser et maitrise les charges hydrauliques et polluantes susceptibles d'être collectées à termes ;
- Mener un diagnostic structurel et dimensionnel des ouvrages existants ;
- Définir la filière de traitement au regard d'une part, des contraintes inhérentes au site (emprise foncière, réutilisation potentiel des ouvrages existants) et d'autre part, des contraintes réglementaires, environnementales et financières ;
- Chiffrer le projet de requalification de l'unité de traitement à un niveau étude de faisabilité ;
- Etablir un premier planning de réalisation.
- Reprendre la hiérarchisation des travaux assainissement proposée dans le SDA, en fonction des conclusions de l'étude.

## IV Etat des lieux de l'assainissement non collectif

---

### IV.1 Organisation du service d'assainissement non collectif

La Communauté de Communes Chalaronne Centre porte la compétence Assainissement Non Collectif depuis 2001.

### IV.2 Analyse des données existantes

Les diagnostics initiaux des installations d'assainissement non collectif existantes ont été réalisés en 2004-2006.

199 habitations sont en assainissement non collectif.

La quasi-totalité des installations a été visitée.

- 13 % des installations présentent un risque sanitaire et/ou environnemental FAIBLE,
- 78 % des installations présentent un risque sanitaire et/ou environnemental MODERE,
- 2 % des installations présentent un risque sanitaire et/ou environnemental FORT,
- 7 % des installations n'ont pas été classées.

### IV.3 Faisabilité de l'assainissement non collectif

#### IV.3.1 Méthodologie

Afin de définir les possibilités en termes d'assainissement non collectif, il est indispensable d'identifier :

- **Les contraintes environnementales** : la présence de périmètre de protection de captage ou de zone inondable peut rendre impossible toute solution d'assainissement non collectif, auquel cas l'analyse des points suivants n'est pas nécessaire ;
- **Les contraintes d'habitat** : la surface disponible sur la parcelle attenante à l'habitation est un élément déterminant pour le choix de la filière d'assainissement non collectif. Dans le cas où aucune disponibilité foncière n'est envisageable, le recours à des filières compactes ou semi-collective (une filière pour quelques habitations) devra être envisagé ;
- **Les caractéristiques du milieu physique** : quand la mise en place de filière d'assainissement non collectif est envisageable, une analyse du milieu physique est réalisée en utilisant la méthode SERP (Sol, Eau, Roche, Pente).

#### IV.3.2 Les contraintes environnementales

Les caractéristiques environnementales susceptibles d'influencer le choix du dispositif d'assainissement à mettre en place sont les suivants :

- L'existence d'un captage d'eau potable public ou privé impose une distance **d'au moins 35 mètres** avec les dispositifs d'assainissement non collectif.
- Les règlements des périmètres de protection de captage d'eau potable peuvent interdire l'assainissement autonome sur certaines parcelles.
- Les inondations peuvent altérer les filières d'assainissement autonome ; de plus la saturation en eau des sols rend toute infiltration impossible. Certaines dispositions doivent être envisagées sur ce type de terrain (lestage de la fosse, clapet anti-retour, etc.).
- La proximité de cultures ou d'élevage peut empêcher la mise en place de certaines filières (par exemple, les filières drainées avec rejet dans le milieu hydraulique superficiel peuvent être interdites lorsque des piscicultures sont situées en aval direct).

#### IV.3.3

#### IV.3.4 Les contraintes habitat

Les caractéristiques de l'habitat qui doivent être analysées afin de définir les filières d'assainissement envisageables sont les suivantes :

- La taille de la parcelle ;
- L'implantation générale de la parcelle, car il faut rappeler qu'une filière d'assainissement autonome doit être distante de 5 mètres de l'habitation et 3 mètres des limites de propriété et de tout arbre ou végétaux développant un système racinaire important ;
- La localisation de l'habitation par rapport à la surface disponible, qui peut nécessiter la mise en place de dispositif de relevage si le terrain disponible pour l'assainissement est en amont de l'habitation ;
- Les différents aménagements paysagers ou des sols (allées, murs paysagers, asphalte, plantation d'arbres...) pour lesquels la filière sera destructrice et provoquera une gêne pour les propriétaires.

#### IV.3.5 Les caractéristiques du milieu physique

La caractérisation du milieu physique influe également sur le choix de la filière d'assainissement :

- Le **Sol** : la capacité du sol à épurer les eaux usées dépend de sa structure, sa texture, sa perméabilité. Ces caractéristiques sont déterminées lors de la réalisation de sondage pédologique et de tests d'infiltration en utilisant la méthode Porchet ;
- L'**Eau** : la présence d'une nappe à faible profondeur limite l'infiltration et le traitement des eaux. Ce paramètre est évalué à partir des données disponibles dans la base de données du BRGM (InfoTerre), de la collecte de données réalisée auprès de la commune et de nos observation lors de la réalisation des sondages (venues d'eau, traces d'hydromorphie...) ;
- La **Roche** : la présence du substratum rocheux à faible profondeur peut limiter l'infiltration des eaux s'il est imperméable ou engendrer un surcoût des travaux si sa profondeur est inférieure à celle d'une filière ;
- La **Pente** : une pente importante peut nécessiter des travaux supplémentaires (aménagement de terrasse). D'une manière générale, on considère que l'assainissement autonome avec les filières classiques est impossible dès que la pente dépasse 15%.

Le tableau ci-dessous présente les seuils considérés pour chaque facteur permettant de définir l'aptitude du milieu physique :

Caractéristiques	Très favorable	Favorable	Peu favorable	Défavorable
<b>Perméabilité du sol</b>	Comprise entre 50 et 500 mm/h	Comprise entre 30 et 50 mm/h	Comprise entre 15 et 30 mm/h	Inférieure à 15 mm/h ou supérieure à 500 mm/h
<b>Profondeur de la nappe</b>	Supérieure à 3 m	Comprise entre 1 et 3 m	Comprise entre 0,5 et 1 m	Inférieure à 0,5 m
<b>Profondeur de la roche</b>	Supérieure à 2,5 m	Comprise entre 1,5 et 2,5 m	Comprise entre 1 et 1,5 m	Inférieure à 1 m
<b>Pente</b>	Inférieure à 2%	Comprise entre 2 à 5%	Comprise entre 5 à 10%	Supérieure à 15%

L'ensemble des contraintes avait été défini lors du Schéma Directeur d'Assainissement de la commune en 2007 (Bureau d'études AGE) et doit être évalué lors d'une étude à la parcelle.

## **V Zonage d'assainissement des eaux usées**

---

### **V.1 Zones en assainissement collectif**

#### **V.1.1 Choix des élus**

Le principal objectif de la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées est la mise en cohérence avec le zonage du PLU.

En effet, plusieurs secteurs étaient classés en assainissement collectif dans le zonage d'assainissement des eaux usées, alors que ce sont des zones non urbanisables.

#### **V.1.2 Organisation du service d'assainissement collectif**

La collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés, par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées.

L'ensemble de ces prestations doit, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 Décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (Article L1331-1 du Code de la Santé publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et la CALF contrôle la conformité des installations correspondantes (Article L1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (Article L 1331-5 du CSP).

### **V.2 Zones en assainissement non collectif**

#### **V.2.1 Définition**

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

### V.2.2 Choix des élus

Le reste de la commune présente un habitat diffus. La faible densité d'habitations des autres hameaux ne permet pas d'envisager la mise en place d'un système d'assainissement collectif à un coût raisonnable.

Pour ces raisons, le reste du territoire communal est maintenu en assainissement non collectif.

### V.2.3 Gestion et organisation

#### V.2.3.1 Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

#### V.2.3.2 Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

- **Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :**

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation

humaine,...) et la capacité d'accueil de l'immeuble.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

#### ▪ Le contrôle de réhabilitation

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 d'Août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel.

Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

#### ▪ Le contrôle de bon fonctionnement

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. La fréquence maximale a été décalée à 10 ans d'après la Loi Grenelle II.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

### V.2.3.3 L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

*« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :*

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*
- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

*Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.*

*La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.*

*Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.*

*Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »*

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent.



De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.

#### V.2.4 Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'usager d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires.

Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 4 000 et 15 000 €HT.

Les particuliers peuvent, dans certains cas, bénéficier d'aides financières de la part de l'agence de l'eau.

### V.3 Cartographie

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement des eaux usées définit :

- **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

- **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles incluses desservies en situation future par le réseau collectif.

- **Des zones d'assainissement non collectif :**



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

### V.4 Orientations

Le zonage d'assainissement consistera à définir :

- **En assainissement collectif actuel**
  - Le Bourg,
  - Fleurieux,

- Les Payes,
- Bellevue,
- Mallet,
- Grange Neuve,
- La Croix,
- Le Clos Buellard,
- La Pente,
- Goraty,
- La Carronière,
- Maillard,
- Etang Tenay,
- La Tridonnière,
- Etc.

▪ **En assainissement collectif futur**

- Ripasson,
- Bissieux,
- Malatrait,
- Extension ZI Sud,
- Extension le Pré du Thiboloup,
- Extension aux Communaux,
- Extension au Nord de l'hippodrome,
- Etc.

▪ **En assainissement non collectif**

Le reste du territoire communal.

La cartographie présentée en Annexe 4 constitue le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.



## Annexes

---





# **Annexe 1**

## **Zonage d'assainissement des eaux usées approuvé le 12/09/2011**

---





## **Annexe 2**

### **Décision DREAL**

### **Etude au cas-par-cas**

---







## **Annexe 3**

# **Plan des réseaux d'assainissement**

---





## **Annexe 4**

# **Projet de zonage d'assainissement des eaux usées**

---